



PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique
Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales et foncières
Arrêté de mise en demeure n° 2019/ICPE/280
Société MANITOU BF à Ancenis-Saint-Géréon

LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LOIRE PREFET DE LOIRE-ATLANTIQUE *Chevalier de la Légion d'honneur*

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation 2015/ICPE/158 délivré le 9 octobre 2015 à la Société MANITOU BF pour l'exploitation d'un atelier de travail mécanique des métaux, de traitements de surfaces et d'application de peintures sur le territoire de la commune d'Ancenis-Saint-Géréon, 430 rue de l'Aubinière, concernant notamment les rubriques et 2565, 2940 et 2560 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire 2019/ICPE/159 délivré le 21 juin 2019 autorisant la Société MANITOU BF à poursuivre l'exploitation de ses installations de fabrication de chariots élévateurs sur le site de la rue de l'Aubinière à Ancenis-Saint-Géréon sous réserve de respecter de nouvelles prescriptions dont certaines visent à protéger des espèces particulières ;

Vu l'article III-2-2 « *Mesures de compensation* » de l'arrêté complémentaire du 21 juin 2019 ainsi libellé : « -Création de gîtes pour les reptiles constitués de murets en pierres sèches sur lesquels viendront s'adosser les talus terreux.

- Création d'une mare de 220 m² au Nord-Est du site au sein de la zone Nn. La végétation devra se développer de manière spontanée, sans recours à des plantations.

- Pose de nichoirs adaptés au moineau domestique (*Passer domesticus*) et au Rougequeue noir (*Phoenicurus ochrurus*) sur les façades du bâtiment en pierres, conservé sur la zone Nn excepté la façade Sud. »

Vu le courriel transmis par la société MANITOU BF à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) le 23 août 2019 annonçant que le bâtiment visé à l'article III-2-2 « *Mesures de compensation* » a été détruit et que de ce fait elle ne respecte pas les dispositions du troisième item des mesures de compensation de l'arrêté préfectoral sus-visé ;

Vu le rapport et le projet d'arrêté de mise en demeure de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 19 septembre 2019 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

Considérant que lors de la visite du 12 septembre 2019, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que le bâtiment visé à l'article III-2-2 (3^{ème} item) de l'arrêté du 21 juin 2019 est détruit ;

Considérant que le maintien en l'état de ce bâtiment est nécessaire pour accueillir un site de reproduction ou créer une aire de repos pour des espaces animales protégées ;

Considérant que lors de la dernière visite du 27 mai 2019 il a été clairement rappelé aux responsables de la société MANITOU BF la nécessité de maintenir en l'état ce bâtiment ;

Considérant que ce manquement est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, en particulier aux espèces animales protégées recensées sur la zone ;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'article III-2-2 « Mesures de compensation » de l'arrêté préfectoral du 21 juin 2019 ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société MANITOU BF de respecter les prescriptions de l'article III-2-2 « Mesures de compensation » de l'arrêté du 21 juin 2019 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;

ARRÊTE

Article 1 – La société MANITOU BF exploitant d'une unité de travail mécanique des métaux, de traitements de surfaces et d'application de peintures sise, 430 rue de l'Aubinière à Ancenis-Saint-Géréon est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article III-2-2 « Mesures de compensation » de l'arrêté préfectoral complémentaire du 21 juin 2019 :

- en remettant pour le 15 novembre 2019 un dossier développant la manière dont l'exploitant envisage de réimplanter un site de reproduction ou une aire de repos pour espaces animales protégées sur la partie Nord-Est de son site, classé en zone Nn ;
- en remettant pour le 15 décembre 2019 les bons de commande signés désignant les entreprises chargées d'intervenir ;
- en ayant terminé les travaux avant la prochaine période de nidification, soit au plus tard au 15 février 2020.

Article 2 – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Article 3 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut faire l'objet d'un recours par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés

à l'article L511-1 du code de l'environnement. Elle fera l'objet d'une parution sur le site internet de la préfecture pendant au moins deux mois.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

-d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 boulevard Saint-Germain 75 007 Paris)), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

-d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'Île Gloriette 44 041 Nantes Cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

Article 5 - Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant au moins deux mois.

Article 6 - Le secrétaire général de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis, le maire d'Ancenis-Saint-Géréon et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nantes, le **11 OCT. 2019**

Le PRÉFET,
Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général


Serge BOULANGER

